



**HAL**  
open science

# De l'évènement “ naturel ” aux discours et pratiques langagières dans le champ de la réduction des risques : Mayotte (2018 -2022)

Maud H Devès, Sophie Moirand, Louise Le Vagueresse

► **To cite this version:**

Maud H Devès, Sophie Moirand, Louise Le Vagueresse. De l'évènement “ naturel ” aux discours et pratiques langagières dans le champ de la réduction des risques : Mayotte (2018 -2022). 2023. hal-04159904

**HAL Id: hal-04159904**

**<https://hal.science/hal-04159904v1>**

Preprint submitted on 12 Jul 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **De l'évènement « naturel » aux discours et pratiques langagières dans le champ de la réduction des risques : Mayotte (2018 – 2022)**

Maud H. Devès<sup>1</sup>, Sophie Moirand<sup>2</sup>, Louise Le Vagueresse<sup>3</sup>

### **Titre court :**

Pratiques langagières dans le champ de la réduction des risques : Mayotte (2018-2022)

**Résumé :** La découverte du « plus grand volcan sous-marin jamais observé » au large de Mayotte, à l'issue d'une crise sismique particulièrement éprouvante pour les populations, a donné lieu à une importante production discursive, au sein des arènes scientifiques et politiques de la « réduction des risques », mais aussi dans les médias locaux, régionaux, nationaux et même internationaux. Ce « moment discursif » ouvre une fenêtre d'observation inédite sur les rapports de domination à l'œuvre dans ce territoire singulier qu'est Mayotte, 101<sup>e</sup> département d'outre-mer marqué par une grande pauvreté et de fortes inégalités sociales. L'article croise analyse du discours médiatique, observation participante et analyse d'entretiens pour rendre compte des pratiques langagières des acteurs et des rapports de force qu'elles révèlent et qui, en retour, les soutiennent.

**Mots-clés :** Risque, Mayotte, Outre-mer, médias, pratiques langagières, rapports de domination

---

<sup>1</sup> Maître de conférences, Université Paris Cité, Institut de physique du globe de Paris, CNRS, 1 rue Jussieu, 75005 Paris, France & Université Paris Cité, Centre de recherche psychanalyse médecine et société, EA CRPMS, 8 rue Albert Einstein, 75006 Paris, France contact : [deves@ipgp.fr](mailto:deves@ipgp.fr)

<sup>2</sup> Professeur émérite, Université Sorbonne nouvelle, EA CLESTHIA, Axe Sens et Discours, Maison de la Recherche, Université Sorbonne Nouvelle, 4 rue des Irlandais, 75005 Paris, France

<sup>3</sup> Doctorante, Université Paris Cité, Institut de physique du globe de Paris, CNRS, F-75005 Paris, France

**Short title:** Language practices in the field of disaster risk reduction: Mayotte (2018-2022)

**Abstract:** The discovery of the "largest submarine volcano ever observed" off the coast of Mayotte, following a seismic crisis that was particularly trying for the population, gave rise to an important discursive production, within the scientific and political arenas of "disaster risk reduction", but also in the local, regional, national and even international media. This "discursive moment" opens a unique window of observation on the relationships of domination at work in the singular territory of Mayotte, the 101st overseas department marked by great poverty and strong social inequalities. The article combines media discourse analysis, participant observation and interview analysis to account for the language practices of the actors and the power relations that support them.

**Keywords:** Risk, Mayotte, Overseas, media, language practices, relations of domination

En mai 2018, le département de Mayotte a été frappé par une série de tremblements de terre dont la durée et l'intensité a surpris, aussi bien la population que les autorités. Un an plus tard, les scientifiques apportaient la preuve de l'origine volcanique de ces séismes et documentaient la naissance du plus grand volcan sous-marin jamais observé, quelques cinquante kilomètres à l'Est de l'île (Cesca *et al.*, 2020 ; Feuillet *et al.*, 2021). Ce que les scientifiques ont nommé la « crise sismo-volcanique » de Mayotte, qui est associée à l'émergence de « risques » nouveaux pour ce territoire, a donné lieu à une importante production discursive, au sein des arènes scientifiques et politiques de la « réduction des risques », mais aussi dans les médias locaux, régionaux, nationaux et même internationaux (Devès *et al.*, 2022a). Ce « moment discursif », au sens de Moirand (2004, p. 73 ; 2007, p. 4-6), ouvre une fenêtre d'observation inédite sur les rapports de domination à l'œuvre dans ce territoire singulier qu'est Mayotte, département d'outre-mer marqué par une grande pauvreté et de fortes inégalités sociales (Roinsard, 2014 ; INSEE, 2017).

On analyse ici les propos tenus dans ces différentes arènes et les pratiques langagières des différents acteurs : « comme toute pratique sociale, les pratiques langagières sont déterminées et contraintes par le social, et en même temps, elles y produisent des effets, elles contribuent à le transformer » (Boutet, 2002, p. 459). Il s'agit dès lors de décrypter ces pratiques langagières en tant qu'organisées selon des rapports de forces qui s'établissent entre différentes communautés discursives, et qui se manifestent « dans la prise de parole, dans la mise en jeu des règles qui norment les différents emplois de la langue, dans la construction et l'imposition des significations dans les discours, dans la mise en circulation des discours et dans les effets produits par cette mise en circulation. » (Ebel & Fiala, 1983, p. 156).

Un travail précédent (Devès *et al.*, 2022a) a étudié la façon dont les paroles des différents acteurs sont « rapportées » et « mises en scène » dans la presse quotidienne francophone (en métropole, à Mayotte et dans l'océan Indien). L'analyse du corpus médiatique est complétée ici par i) l'analyse d'un corpus d'une quarantaine d'entretiens réalisés auprès de représentants des différentes communautés discursives mises en avant dans la presse, ii) par les enseignements tirés d'une pratique d'observation participante au long court (deux des auteures font partie de l'institution scientifique en charge de la surveillance du phénomène et interviennent régulièrement à Mayotte, dans le cadre scolaire et universitaire notamment). Le croisement de ces approches permet d'interroger les rapports de force que soutiennent et révèlent les pratiques langagières des acteurs (Cambon & Léglise, 2008), dans un contexte où « les participants occupent des positions inégalitaires (en termes de hiérarchie, temps de parole, etc.) ou remplissent des rôles qui impliquent des rapports de place » (Léglise, 2013, p.11).

Après une brève présentation des corpus et de l'approche théorique et méthodologique adoptée (section 1 et 2), l'article analyse les pratiques langagières des acteurs et les rapports de forces en présence (section 3, 4 et 5). Les apports de ce travail sont discutés en conclusion.

## **1. Présentation des corpus**

Le corpus médiatique utilisé ici a déjà été décrit par Devès *et al.* (2022a). Réuni dans le cadre du projet MAY'VOLCANO<sup>4</sup>, il couvre les trois premières années de la « crise sismo-volcanique ». Il comprend 356 articles publiés entre le 10 mai 2018 et le 18 avril 2021 dans deux quotidiens nationaux (*Le Figaro*, *Le Monde*), régionaux (*Le Journal de l'île de la Réunion*, *L'Express de Madagascar*), et locaux (*Le Journal de Mayotte*, *Mayotte la 1ère*). Le corpus d'entretiens (en partie présenté dans Devès *et al.*, 2022b) comprend 41 entretiens semi-structurés réalisés, à Mayotte et en métropole, auprès des principaux acteurs de la « crise » : scientifiques (8), ministères (4), parlementaires (1), préfecture (4), mairies (3), journalistes (7), personnalités locales (7), enseignants (7). Parmi ces personnes, 29 vivent ou ont vécu à Mayotte. 6 *focus groups* ont également été réalisés auprès de 17 élèves du Lycée des Lumières de Kawéni et de 12 élèves du Collège de M'Tsamboro. Tous les entretiens ont été enregistrés et retranscrits, en prenant soin de reproduire les marqueurs de l'émotion, intonations, hésitations, silences, etc.

## **2. Approche théorique et méthodologique**

Le travail sur les corpus s'appuie sur un arrière-plan théorique issu de l'analyse du discours (Moirand, 2020) et de la sociologie des catastrophes (*disaster studies*). Il emprunte également la notion de « récit médiatique » aux sciences de l'information et de la communication.

À la différence de récits littéraires ou de fiction, les récits médiatiques ne sont pas racontés en fonction d'une fin déjà connue (Arquembourg & Lambert, 2005 ; Moirand, 2021). En perpétuelle reconfiguration, selon l'évolution de l'événement, ils « n'existent qu'à l'état de puzzle, fragments épars, livrés quotidiennement sur des supports variés et qui sont assemblés de manière assez lâche par la titraille ou l'usage de quelques indices énonciatifs » (Arquembourg, 2011, p. 37). Ils montrent dès lors une hétérogénéité discursive (différentes voix surgissent au fil du discours), facilement repérable dans le cas de la crise sismo-volcanique de Mayotte, et qui correspond aux notions de « discours représentés » et de « contexte » travaillées en *Critical Discourse Analysis* (Fairclough, van Leeuwen, Koller dans Petitclerc & Schepens, dirs et traducteurs, 2009). C'est l'analyse d'une production discursive intense et diversifiée dans

---

<sup>4</sup> Projet interdisciplinaire dédié à l'étude de la production et de la circulation des connaissances entre différents acteurs de la crise sismo-volcanique débutée à Mayotte en 2018, financé par le Centre des Politiques de la Terre (ANR-18-IDEX-001).

les médias à propos d'un même événement, qui permet de s'interroger sur la manière dont différentes communautés discursives sont mises en scène : leurs paroles, reprises dans la presse, donnent un aperçu des pratiques langagières des communautés discursives en présence ainsi que des rapports de force existant entre elles.

Le corpus médiatique ouvre ainsi une fenêtre d'observation sur l'actualité de l'évènement tel qu'il est raconté par la presse au fil de son déroulement. Le corpus d'entretiens est indispensable pour aller plus loin que l'exploration du comportement « verbal » des acteurs tel qu'il est « montré » dans les médias. Réalisés plusieurs mois à plusieurs années après la crise, les entretiens donnent accès à un discours construit dans l'apostériori, à partir d'éléments issus de la mémoire discursive individuelle et collective. Le croisement de ces deux corpus permet de tenir compte des représentations sociales en circulation et ainsi d'inscrire l'analyse dans un contexte et une temporalité plus large que la seule période de crise<sup>5</sup>.

D'un point de vue méthodologique, les deux corpus ont été soumis à une analyse visant à repérer, ainsi que le formule Giust-Ollivier (2002), « les moments critiques qui se répètent et sont communs aux différents récits » et d'en comprendre l'ancrage dans le déroulement de l'évènement tel que documenté apostériori (Devès *et al.*, 2022b)<sup>6</sup>. Le second niveau d'analyse a consisté à repérer les variations dans les formes langagières (lexique, construction syntaxique) et les modalités de l'expression (hésitations, silences) révélant l'existence de rapports de place pouvant être interprétés comme relevant de la domination. Dans les entretiens retranscrits, on a d'abord identifié les grandes thématiques et sous-thématiques des propos tenus, puis, repéré la façon de s'exprimer des acteurs (champ lexical préférentiel, recours à des logiques particulières à mettre en regard de la trajectoire individuelle, éventuelles répétitions, hésitations, silences), ainsi que la manière dont le récit médiatique ou institutionnel était mis à distance de l'expérience personnelle.

### **3. Ce que l'analyse de la presse révèle des pratiques langagières**

Devès *et al.* (2022a) ont montré que trois communautés discursives principales sont mises en avant dans les récits d'actualité sur la « crise » sismo-volcanique de Mayotte : la population,

---

<sup>5</sup> Les représentations sociales sont un savoir culturellement et historiquement ancré qui n'est pas figé (Jodelet, 2006). À l'échelle de l'évènement raconté dans la presse, elles contiennent néanmoins une part stabilisée qui constitue le prisme au travers duquel l'évènement est vécu et qui sert de guide pour l'action.

<sup>6</sup> Le travail réalisé sur les documents d'archives a permis de décrire les actions entreprises par les acteurs en charge de la surveillance et de la gestion du phénomène, et de repérer les modalités de circulation de l'information vers la population.

les autorités politiques et administratives (au premier titre desquelles le Préfet joue un rôle central), et les scientifiques. Les extraits suivants illustrent la manière dont le texte de presse met en scène les paroles et propos tenus par ces trois communautés. La grammaire des cas de Fillmore (1968, 1972) permet de s'interroger sur les « rôles » qui leur sont attribués à travers les places syntaxico-sémantiques qu'elles occupent (les auteurs soulignent) :

**Avant la découverte du « nouveau volcan »**

1. Depuis jeudi, une centaine de micro-séismes appelés « essais de séismes » ont été enregistrés à Mayotte. L'origine n'est pas connue mais la faible intensité des secousses ne suscite pas d'inquiétude à ce stade. « *Tu as senti, ça vient de vibrer là, non ?* ». Depuis jeudi, les témoignages faisant état de secousses sismiques se multiplient dans l'île. Certaines ressenties un peu partout et par beaucoup de gens, d'autres plus discrètes. Selon la préfecture, le Bureau de recherche géologiques et minières (BRGM) « assure un suivi permanent de la situation ». [Le journal de Mayotte, 14-05-2018]
2. « *De nombreuses secousses sismiques ont été ressenties depuis jeudi dans plusieurs départements de Mayotte* » explique la préfecture dans un communiqué mais « à ce stade aucun dégât n'a été constaté suite à ces secousses de faible intensité ». [...] Sur les réseaux sociaux, de nombreux Mahorais s'affolent de ces secousses. « *La terre vient encore de trembler* », « *ça commence à bien faire* » », « *ça fout les ch'tons* », « *que Dieu nous protège* », pouvait-on lire sur Twitter. Il s'agit d'un « essaim de séismes », selon le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), qui a enregistré le phénomène, tout comme les observatoires de sismologie de Madagascar et du Kenya. Selon le BRGM, qui suit en permanence la situation, « *le phénomène se poursuit, d'autres secousses pourront être ressenties dans les prochains jours* », ajoute la préfecture. [Le Figaro, 14-05-2018]

Les paroles du préfet sont introduites par des verbes particuliers (*indiquer, expliquer, assurer, rassurer, annoncer, préciser ...*). Les scientifiques racontent leurs actions (ils « *enregistrent* », « *cherchent à comprendre* », « *à évaluer les risques* »), et leurs paroles sont reprises par le préfet et/ou par les journalistes : « il s'agit d'un « essaim de séismes » », « plus d'une centaine de micro-séismes ont été enregistrés depuis jeudi à Mayotte », etc. Quant aux habitants, même s'ils sont en position de sujet dans certains énoncés, ils sont rarement « montrés » en position d'agent sauf lorsqu'ils se rassemblent dehors, la nuit, « pour prier ».

Sur l'ensemble du corpus, la part des propos « prêtés » aux acteurs scientifiques et étatiques est plus importante que la part des propos renvoyant à la population. Le texte médiatique reprend des bribes d'énoncés, qui sont insérés dans « le récit » de ce que la population ressent, alors que les paroles des scientifiques et des politiques sont reprises plus longuement, et plus souvent entre guillemets. Quand la population paraît en position d'agent d'une action, elle l'est régulièrement sous l'injonction d'un agent principal, ci-dessous par exemple une autorité administrative. C'est le cas également pour les maires des différentes communes qui sont chargés de « faire remonter » l'information à la préfecture :

3. « Les particuliers sont invités à signaler à leur mairie toute fissure qui aurait pu apparaître dans les bâtiments ou les sols », ajoute la préfecture.  
« Le préfet a demandé aux communes de faire remonter toute information en ce sens, afin qu'une expertise puisse être réalisée. »  
« La préfecture rappelle qu'une secousse ne peut être annoncée et demande à la population de ne pas prêter attention aux rumeurs. »

Cette mise en scène des relations entre les acteurs sociaux renvoie à des rapports de force implicites, avec, d'un côté, des acteurs présentés comme ayant le pouvoir d'agir sur la situation (parce qu'ils détiennent la connaissance ou parce qu'ils ont les moyens d'agir), et de l'autre, une population qui subit, placée en position passive, et décrite comme « affolée », « effrayée », « gagnée par des mouvements de panique ».

4. « Le fait que cet essaim survienne en mer n'est pas pour autant un indice d'un réveil volcanique », rassure le directeur du BRGM. Malgré les appels au calme, quelques "mouvements de panique" ont néanmoins gagné la population. Aussi les pouvoirs publics multiplient les opérations de sensibilisation et de prévention des risques, avec distribution de plaquettes sur les comportements à adopter en cas de séisme. [*Journal de l'île de la Réunion*, 23/05/2018]

Cette distribution des rôles place autorités et scientifiques en position de « rassurer » la population. Mais l'incertitude scientifique concernant l'origine des séismes rend l'explication hasardeuse, et l'hypothèse initialement réfutée se voit soudainement réhabilitée :

#### **Après la découverte du volcan sous-marin**

5. 10 mai 2018, 10 mai 2019, un an jour pour jour que notre île est régulièrement secouée par des mini-secousses. Les habitants de l'île sont moins effrayés qu'au début des essaims, l'année dernière, mais ils ne sont pas pour autant rassurés. [...] La naissance d'un volcan sous-marin à l'Est de Mayotte explique les séismes ressentis depuis un an. La mission scientifique MAYOBS de l'institut du globe de Paris sur le Marion Dufresne sur le site ainsi que les résultats des différents appareils de mesure sur terre et sur mer ont donc confirmé ce qui était jusque-là une théorie. La nouvelle est rassurante dans le sens où l'on peut enfin comprendre l'origine de l'essaim de séismes qui touche l'île depuis plus d'un an. [*Mayotte la 1ère*, 11/05/2019]
6. Ce sont des données extraordinaires à l'échelle géologique et les changements visibles à l'œil nu lors des fortes marées sur le littoral mahorais interpellent. Alors l'État va rassurer la population, le phénomène volcanique sera désormais suivi de près avec la multiplication de missions et les recherches scientifiques nécessiteront des travaux approfondis pour évaluer les risques induits pour Mayotte en matière de risque sismique, risque volcanique et de tsunami. [*Mayotte la 1ère*, 17/05/2019]

« Comprendre l'origine de l'essaim de séismes » est une « nouvelle rassurante ». Mais la découverte du volcan ne rassure que temporairement. Le décalage est manifeste entre « les scientifiques [qui] frétilent de joie » devant des données « extraordinaires », et l'inquiétude des



populations devant les « conséquences encore imprévisibles » et « l'éventuel danger » du phénomène (Mayotte la 1<sup>ère</sup>, 09/07/2019).

Ainsi, le texte médiatique met en scène les trois grandes figures classiques du monde des catastrophes « naturelles » : l'expert, le décideur et la victime (Revêt, 2019). Ce faisant, il reproduit, voire avalise, les rapports de pouvoir propres à « la société du risque » (Beck, 2006). Le mot « risque », souvent présent dans le texte de presse mais rarement expliqué, renvoie, de fait, à l'ensemble des pratiques professionnelles qui, de la connaissance scientifique à la gestion du risque et des crises par les autorités publiques, organisent la réponse des sociétés occidentales face à la menace de catastrophe. Aux dires des représentants de l'État, « quantifier les risques », « évaluer les risques » ou encore « s'approprier la culture du risque » est un préalable indispensable à toute action efficace en matière de « réduction du risque de catastrophe »<sup>7</sup>. Préfet et ministre demandent d'ailleurs aux scientifiques, non seulement de comprendre et d'expliquer le phénomène, mais aussi d'« évaluer les risques induits pour Mayotte ». Mais ce qui est verbalisé par les habitants dans la presse, ce n'est pas tant le souci de la mesure du risque que l'inquiétude ressentie face à la répétition d'un phénomène dont personne ne semble connaître l'origine.

Les répertoires verbaux des différentes communautés discursives diffèrent donc, et les dires se croisent, sans forcément se rencontrer. En conférence de presse, autorités et scientifiques s'adressent à un public de journalistes et de notables qui n'est pas représentatif de la population vivant à Mayotte dans son ensemble. Ils s'expriment en français, alors qu'environ 55% seulement de la population maîtrise la langue (INSEE, 2019). Leurs propos s'adressent aussi, au-delà du public présent, à leurs propres communautés discursives d'appartenance et à ceux dont ils dépendent pour leurs travaux ou leurs carrières (institutions scientifiques ou administratives, agence de financement de la recherche, gouvernement, ministères, etc.). Ils sont *de facto* contraints par des attentes, des usages, des codes qui ne sont pas partagés par une grande majorité de la population. Devès *et al.* (2022a) ont ainsi repéré, par exemple, que les métaphores utilisées pour décrire le volume de lave (qui est comparé à la hauteur de la tour Eiffel) sont directement inspirées de l'expérience métropolitaine, sans adaptation au contexte local. Les répertoires verbaux des autorités administratives/politiques et scientifiques se retrouvent étroitement entrelacés dans la presse, sans que le lecteur n'ait les moyens de

---

<sup>7</sup> En France, la réponse de l'État est organisée autour de la figure du Maire à l'échelle communale, du Préfet à l'échelle départementale ou zonale, et du Premier ministre à l'échelle nationale. Elle s'appuie sur les scientifiques pour comprendre le phénomène et le surveiller.

comprendre d'où parle le locuteur, ni à qui il s'adresse. Il en résulte un discours déconnecté du répertoire verbal de la population concernée et pouvant donner le sentiment d'un « entre-soi ».

#### 4. Ce que les entretiens révèlent des pratiques langagières et des rapports de force

Les entretiens permettent d'explorer les représentations en circulation (section 4.1), à propos notamment du comportement de la population (section 4.2). Un épisode relatif à la nomination du « nouveau volcan » permet de restituer de manière condensée les rapports de force à l'œuvre dans cette « crise » (section 4.3).

##### 4.1. Les rôles représentés dans le discours des acteurs

La majorité des entretiens met en scène, avec plus ou moins de distance critique, le triptyque d'acteurs et de rôles identifiés dans la presse, opposant ceux qui savent et ont les moyens d'agir à la population qui « attend des explications ». Ainsi, dès les premières secousses, « *les autorités, la population d'une façon générale s'est retournée vers le BRGM pour avoir les informations* » (entretien avec un scientifique du BRGM, 05/2020). Les élus locaux s'en remettent plutôt à la Préfecture, supposant qu'elle-même s'appuie sur les scientifiques qui sont supposés savoir :

7. « ... c'est le préfet qui nous a informé [nous = les maires] quand il a eu quelques infos je crois. [...] Après les interventions des scientifiques. Certainement il s'est basé par rapport aux travaux des scientifiques pour nous dire ça. » [entretien avec un maire, 11/2022]

Les témoignages des agents de l'État (préfecture, ministères, etc.) en charge de la gestion des risques et des crises mobilisent largement le vocabulaire, les thématiques et l'imaginaire du risque :

8. C'est un phénomène quand même qui est très actif qui représente des risques. Il y a une population qui a une culture du risque quasiment égale à zéro, pour des raisons historiques, il n'y avait que... peu de cyclones et... les [autres] risques sont apparus récemment... [entretien avec un cadre des ministères en charge de la gestion des risques, 06/2021]
9. Pourquoi rassurer la population ? Tout simplement pour leur expliquer le phénomène... et leur expliquer ce qu'ils... risquent, potentiellement. Ça c'est votre enjeu. C'est de dire, voilà, sur une zone où il y a risque sismique, à quoi ça correspond, un risque sismique ; qu'est-ce que ça peut entraîner pour vous ou pas ? C'est ça notre enjeu. [entretien avec un cadre de la Préfecture, 11/2022]

La doctrine qui veut que « *pour bien agir en termes de gestion du risque, il faut déjà être bien au clair en termes de connaissances* » (entretien auprès d'un cadre de la Préfecture, 11/2022) place la communauté scientifique au premier plan des discours officiels. Pourtant, le mot « risque » est peu employé par les scientifiques eux-mêmes. À l'injonction qui leur ait faite d'« évaluer » les risques, ils opposent l'impossibilité de fournir des éléments sur le risque sans

une connaissance préalable des phénomènes en jeu<sup>8</sup>. Le mot risque est également peu présent dans les témoignages de la population :

10. Et c'est vrai que... ouais chez nous, on n'a pas... cette culture là de, de... euh... de risque, de mise en se... en sûreté, de... Bon, il y a 2 ans c'est là que... je crois que la préfecture... s'est dit euh... "il faut quand même faire quelque chose", [...] ils ont fait des publicités avec des personnalités euh... [...] Je crois que c'est resté pendant... un an euh, euh... un mois ou deux. Mais après euh... aux oubliettes quoi !  
[entretien avec une enseignante, 11/2022]

Les lycéens de Kawéni montrent toutefois qu'ils ont parfaitement intégré les rapports sociaux qui sous-tendent l'organisation « par le risque » :

11. « c'est aux scientifiques [de donner l'information sur ce type de phénomène], ils passent les infos au ministre et le ministre doit les donner aux populations » [focus group auprès des élèves du lycée des lumières de Kawéni, 11/2022]

Ce triptyque d'acteurs et de rôles renvoie aux rapports de force à l'œuvre dans nos démocraties occidentales qui, selon la formule de Joly & Bonneuil (2013, p. 128), s'appuient sur une « double délégation » : « la délégation aux représentants élus, qui parlent au nom du peuple, et la délégation aux scientifiques, qui parlent au nom de la nature. » Ainsi que le soulignent ces auteurs, « que ce soit par les élections ou par la frontière entre sachants et non-sachants, les citoyens sont privés de parole » (*ibid.*). Ils ne s'expriment que de manière indirecte, se trouvant *de facto* réduit (en tout cas imaginativement) à une sorte de réceptacle passif du processus décisionnel. La menace de catastrophe place toutefois les citoyens dans une situation paradoxale : l'évènement les oblige à réagir, sans qu'ils aient pour autant les moyens de décider « en connaissance de cause » s'ils n'ont pas accès à une information fiable. Dans le cas de Mayotte, la crise, non plus géologique mais sociale, se cristallise ainsi autour du sentiment d'une « hypothèque de l'information juste » (expression tirée d'un entretien avec un adjoint au maire, 11/2022).

#### **4.2. La panique, le besoin de savoir et la difficulté d'expliquer**

Beaucoup de témoignages reviennent sur ce sentiment, à propos des premières semaines de la crise lorsque les séismes se multiplient sans que l'on ne sache ni pourquoi, ni jusqu'à quand. Les entretiens dépeignent une population « inquiète », qui « a peur », qui « panique ». Cette dernière expression, plus rare dans les entretiens que dans la presse, est souvent introduite

---

<sup>8</sup> La région de Mayotte avait été peu étudiée par les géosciences avant la crise sismique de 2018. Lire Devès *et al.*, 2022b sur la période qui a précédé la mise en place du Réseau d'observation volcanologique et sismologique de Mayotte (REVOSIMA).

comme un horizon d'angoisse, les personnes interrogées précisant qu'elles ne veulent pas, par leurs prises de parole, ou leurs comportements, induire ou renforcer la panique parmi la population :

12. « Personnellement les moments importants, c'était le tout début parce que y'avait un besoin de communiquer, c'était primordial de communiquer de façon à ce qu'il y ait le moins de panique possible... » [entretien avec un scientifique, 05/2020]
13. « on a eu des cas de séismes en pleine émission — là, je parle de radio — je me souviens d'un jour où, bon : « Est-ce qu'on part tous en courant du studio ou... est-ce que... ou est ce qu'on reste à l'antenne ? » Si on était parti tous en courant, on aurait semé une panique terrible... Donc, on a essayé de rester zen. » [entretien avec un journaliste local, 11/2022]
14. « C'était très fort et puis ça a duré un peu plus longtemps. Par contre j'ai pas bougé de mon bureau euh... même si je connaissais un petit peu les consignes mais j'ai pas bougé de mon bureau euh.... pour ne pas faire peur aux agents en fait, c'était ça. [...] Tous les agents étaient paniqués mais vraiment paniqués... il fallait les rassurer, il fallait... voilà. » [entretien avec un maire, 11/2022]

Les témoignages recueillis indiquent que, loin d'agir de manière déraisonnable dans un contexte où l'information manque, « les gens se sont bien comportés » et sont restés « calmes », y compris lorsque répondant à une rumeur de tsunami, ils se sont rassemblés dans les stades ou sur les esplanades des mosquées pour « essayer de se rassurer » et de « garder le sang froid » en priant (Mori, 2021, 2022).

15. « ...la panique s'est traduite comme ça : Les gens sont... sont tous sortis de leur maison, en fait. Euh... ils se sont rassemblés sur les places publiques. Euh... ça s'est manifesté comment ? Pour se rassurer, ça s'est manifesté par... la... les invocations religieuses... aussi. Là il y a... pratiquement la... la majeure partie de la population qui était dehors faisait des invocations religieuses. Parce que... on ne savait pas. Et ici quand on ne sait pas, on fait appel à Dieu. C'est comme ça que ça se passe, et c'est comme ça que ça s'est passé. Voilà. » [entretien avec un membre l'équipe municipale de Mamoudzou, 11/2022]

En fait de panique, c'est davantage le besoin d'information qui fait symptôme<sup>9</sup>.

16. les gens avaient perdu la raison. Et... ils cherchaient quelqu'un pour... pas pour les rassurer mais avoir des éléments de réponse. [entretien avec un expert local, 11/2022]
17. Au début, c'était un peu perturb... fin c'était perturbant parce que on ne savait pas d'où ça venait et du coup, on se posait des questions. Humm... et personne n'avait de réponse en fait. Donc je pense que c'était ça qui était le plus effrayant, c'était, c'était de ne pas savoir. [entretien avec une habitante, 11/2022]

De fait, l'évènement expose à la critique ceux dont la fonction sociale est de savoir et d'expliquer : les scientifiques et les services de l'État mais aussi tous ceux ayant habituellement

---

<sup>9</sup> La panique de la population est un motif récurrent des discours sur la catastrophe qui a été remis en question par les *disaster studies* qui montrent que la menace de catastrophe tend, au contraire, à renforcer les comportements prosociaux (Quarantelli, 2008).

une primauté d'accès à l'information comme les experts reconnus localement, les journalistes, les élus locaux, etc. Ce sont eux qui expriment, à la fois, leur crainte de contribuer à la panique et leur volonté de « rassurer » la population. L'incapacité à « expliquer » met les maires, en particulier, en grande difficulté :

18. moi en tant que maire, c'était très compliqué, parce que... on n'avait pas d'explication. [...] Donc il a fallu qu'on demande qu'on demande des explications au préfet et le préfet ne savait pas... [...] et on me pose la question "Monsieur le maire, qu'est ce qui se passe ?" Je dis moi "non plus, je ne sais pas, moi aussi j'ai peur, je sais pas", "non non non non non toi, tu es le maire, on t'a choisi. Il faut que tu nous donnes l'explication". Mais je n'avais pas. Donc j'appelle la préfecture, le directeur de cabinet, "Monsieur le directeur de cabinet, quel langage je dois dire à ces gens là ? Parce que c'est un phénomène naturel mais je n'ai pas d'explication". "Et ben vous leur dites de rentrer chez eux". [entretien avec un maire, 11/2022]

Les services de l'État, confrontés aux incertitudes scientifiques, ne sont cependant guère plus à l'aise :

19. « pendant pas mal de temps, nous [la Préfecture], on était sur la logique que nous donnaient les [scientifiques] Parisiens, [...] qui disaient : « Voilà, c'est une... faille sismique. » Donc nous, pendant trois mois, on a balancé : « C'est une faille sismique [...]. (Il) (n')y a pas de volcan : c'est une faille sismique. » [...] Bon, il s'avère que trois mois plus tard (sourire) ou quatre mois plus tard, quand la première mission [scientifique] est allée sur zone et a photographié... a observé... le sous-sol... marin, c'est là qu'on a entendu dire que c'était un volcan [...] » [entretien avec un cadre de la Préfecture, 11/2022]

Mais comme ces incertitudes ne sont pas partagées avec la population, la communication institutionnelle nourrit le sentiment d'un rapport de force asymétrique entre des services de l'État capables de s'informer auprès des « scientifiques métropolitains » et des « locaux » (populations et élus) laissés dans l'ignorance. L'usage systématique du français, le recours au langage administratif du risque, voire au jargon scientifique (« essais de séismes », « magnitude », etc.), la faible place donnée aux élus et aux experts locaux fait que, comme le formule Stéphanie Guyon (2016, p. 116), « [la] domination linguistique renforce la domination institutionnelle des usagers et limite leurs possibilités de résistance. » Il en résulte une critique de l'entre-soi, et, en creux, un sentiment de déclassement : « on n'a pas les codes », on « manque d'éducation » qui fait écho à l'histoire des rapports de force établis antérieurement entre les groupes sociaux en présence.

20. on manque d'éducation, tu vois. Scientifique et, d'avoir plus de mahorais, tu vois, de scientifiques, qui sont capables de nous expliquer en français en shimaore, en kibushi, ce qu'il se passe, tu vois, de vulgariser l'accès à, de vulgariser l'information scientifique, ben... c'est, c'est c'est rassurant et surtout ça... ça permet d'éduquer toute une population. Tu vois ? Et euh... quand tu sais ben t'as moins peur et donc... [...] et puis c'est important bah, ça nous concerne quand même, donc c'est important aussi d'avoir la maîtrise sur... sur le savoir. » [entretien avec une habitante, 11/2022]

21. « on en a mis vraiment beaucoup, beaucoup, de temps pour que Marion Dufresne [bateau scientifique utilisé pour la recherche et la surveillance de l'activité sismique et volcanique] là vienne euh... aller étudier puis après on nous a dit "c'est un volcan". Qui est là bas à 50 kilomètres etc etc sauf que (pause) il y a eu euh... des inc..., je dirais pas des incidents mais des incompréhensions parce que... nous on était là. Marion Dufresne est venu, ils ont fait ça... entre eux. [...]. Donc ils ont fait leur truc à eux et après ils viennent nous expliquer mais nous on croit pas. » [entretien avec un maire, 11/2022]

Bien que de « très nombreux discours politiques et administratifs témoignent de “l'exceptionnalité” de l'action publique dans les Outre-mer, [...] le régime de l'assimilation administrative, l'alignement sur les normes métropolitaines, prévaut » (Guyon, 2016 : 12). Or, même si la culture des grandes villes tend à « s'occidentaliser » toujours davantage, la vie à Mayotte reste encore largement organisée autour du village et de ses traditions, et les informations importantes circulent oralement par l'entremise des cadis, des chefs de village et, au sein des familles, par celle des femmes (Regnault, 2011 ; Lambek, 2018). L'accès à l'information de la population reste ainsi un défi pour la mise en œuvre de politiques publiques conçues dans, – et pour –, le contexte métropolitain ; défi qui se complique encore du fait de la population immigrée, regroupée dans des habitations de fortune à la marge des villages...

## 5. La nomination du « nouveau volcan »

Le décalage observé entre les trois communautés discursives étudiées ici résulte de l'histoire et du fonctionnement d'un système davantage que des choix fait par les acteurs dans l'espace de cette crise. L'épisode de la nomination du volcan montre que ce décalage persiste malgré les efforts réalisés pour ouvrir la porte à une élaboration commune.

Tout relief sous-marin d'importance devant être nommé<sup>10</sup>, une équipe de la préfecture et du vice-rectorat a eu l'idée d'associer la population pour choisir le nom du « nouveau volcan ». Certains actes de langage sont performatifs et donner un nom est de ceux-là. Des énonciateurs légitimes sont ainsi « en mesure de créer des situations, des statuts, des états et, en fin de compte, des réalités sociales qui n'existaient pas antérieurement à l'acte d'énonciation » (Lahire, 2015, p.109). On pressent cependant que dans une société partagée entre différentes cultures et différents régimes de « légitimation », choisir le bon énonciateur – et le bon rituel – peut être délicat : « la bonne formule linguistique prononcée par le mauvais énonciateur [ou dans un contexte inapproprié] n'a [en effet] aucune force sociale » (*id.*, p.117). La procédure retenue par la préfecture et le vice-rectorat est la suivante : des élèves d'écoles élémentaires et

---

<sup>10</sup> Il existe ainsi un sous-comité des noms du relief sous-marin (SCUFN) à la Commission Océanographique Intergouvernementale.

de collègues proposent une liste de noms et un comité de présélection, réunissant notamment des personnalités locales, en choisit 10 à soumettre au vote par le biais d'un sondage sur les réseaux sociaux. Le choix des élèves donne consistance à un espace intermédiaire dans lequel se mélange deux cultures, celle propre des élèves et celle, métropolitaine, qu'inculque l'école. Il semble bien accueilli par les personnes rencontrées en entretien :

1. « [...] j'ai l'impression que ça a permis de dédramatiser de... les... on pensait vraiment à autre chose : on était sur plutôt sur quelque chose de ludique. Donc, tout, tout... les peurs : « Ah, il y aura un Tsunami ! » et tout ça, c'était un peu parti. Et les élèves étaient sur : « Ah on participe à quelque chose dans notre île » et on pensait à autre chose. Voilà, c'était ça, c'était une bonne idée de faire ça. » [entretien avec une enseignante, 12/2022]

Une liste de 10 noms est donc publiée par communiqué de la Préfecture et reprise dans les médias locaux. Mais le processus reste sans suite. Le nom finalement retenu, *Fani Maoré*, n'est communiqué que deux ans plus tard, par une nouvelle équipe préfectorale. Or il ne fait pas partie de la liste des élèves, ce qui donne lieu à des commentaires tantôt résignés, tantôt amers. Pire, au lieu de rassembler, *Fani Maoré* renvoie ceux que nous avons interrogés au sentiment d'une « bizarrerie » venue d'où ne sait où :

2. “Ils ont mis 2 noms ?!” ; “Ils ont voulu mettre un nom malgache et un nom maore” ; “Maintenant c'est fait, tant pis”. [Un élu de la commune de Mamoudzou, 06/2022]
3. “Mais ça ne veut rien dire ! [...] Sauf si c'est du malgache, si c'est du malgache ça veut dire quelque chose. Mais du malgache dans une appellation à la comorienne c'est bizarre !” ; [...] *Fani Maore* c'est choisir la facilité, et puis c'est un nom de fille [...] ça devrait être quelque chose qui touche la société de souche [...] un nom arabe légèrement francisé ou africanisé” [entretien avec un habitant, 06/2022]

On voit ainsi se transformer un rite initialement « positif » en un rite « négatif ». Comme l'écrit Lahire, les rites positifs sont ceux « par lesquels le profane peut accéder temporairement ou durablement au sacré ». Il s'agit ici pour la population d'être associée à la démarche de (re)connaissance de cette nouvelle donne qu'est la présence du volcan. « Les rites du culte négatif ont justement pour objet de réaliser ou de maintenir cet état de séparation, d'empêcher ces deux mondes d'empiéter l'un sur l'autre ; de sorte que les actes qu'édicte ces rites ne peuvent être que des prohibitions » (Durkheim, cité par Lahire, p.111). La manière dont le nom *Fani Maoré* est finalement imposé confirme l'asymétrie des rapports de place entre ceux qui sont en mesure de « dire » le volcan, et ceux qui ne peuvent qu'en subir les effets potentiels.

## 6. Conclusion

Dans une première analyse, Devès *et al.* (2022a) ont montré que trois communautés discursives principales étaient mises en avant dans les récits d'actualité sur la « crise » sismo-

volcanique de Mayotte, et que la place attribuée à chacune était différente : la population « subit et s'affole », alors que les autorités « prennent des mesures » et « cherchent à rassurer », mais sous couvert de ce que disent les scientifiques qui, eux, « cherchent à comprendre » et n'hésitent pas à manifester leur enthousiasme face à un phénomène « nouveau ». Ces résultats préliminaires suggéraient que les médias mettaient en scène les acteurs sociaux d'une manière qui faisait écho aux rapports de pouvoir existant entre différentes échelles d'action (local/national, métropole/outr-mer), et entre différents niveaux supposés de connaissance.

En croisant les apports de la sociologie des catastrophes (*disaster studies*) et de l'analyse du discours, et en croisant l'analyse d'un corpus médiatique et d'un corpus d'entretiens, le présent article confirme que le discours médiatique contribue à créer une certaine réalité psychosociale de la « crise », qui reproduit – voire avalise – les rapports de pouvoir typique de la « société du risque » (Beck, 2006). Il montre aussi que ces rapports de pouvoir se révèlent dans les pratiques langagières des différents acteurs qui, en retour, les soutiennent. L'originalité de l'approche adoptée, par le croisement des analyses et des corpus, permet de passer de l'étude de la parole singulière (entretien) à celle d'un discours (médiatique), terreau d'une *mémoire discursive collective* qui fera date dans l'histoire de Mayotte. La mise en évidence des incompréhensions à la frontière entre différentes cultures et pratiques langagières peut également nourrir la réflexion des acteurs engagés dans cette crise, car, loin des poncifs représentant une population passive et fataliste, l'analyse montre, au contraire, une population avide d'information qui aimerait être davantage associée à la production et à la circulation des connaissances. L'analyse montre aussi, en creux, la difficulté pour les scientifiques et les acteurs de l'État de construire des ponts vers une culture et des pratiques différentes de celles en usage sur le territoire métropolitain. Car, comme l'observe Stéphanie Guyon (2016), si « ces processus sont [...] également présents en métropole, la spécificité des situations ultramarines tient à l'ampleur des écarts entre les pratiques et modes de vie des administrés et les normes administratives élaborées pour le contexte métropolitain » (p. 26).

L'approche interdisciplinaire proposée ici s'applique au-delà du cas de Mayotte. Le fait qu'elle porte sur un évènement dit « naturel » permet d'étudier la rencontre entre le discours scientifique et d'autres registres de discours, plus intimes ou plus « sociaux »<sup>11</sup>. Ce travail prouve une fois encore que les évènements d'origine naturelle sont des faits sociaux comme les

---

<sup>11</sup> Même s'il est évident que ce qui fait évènement n'est pas le séisme lui-même mais la réaction qu'il suscite, et qu'en ce sens, un séisme, et tout autre évènement naturel majeur, constitue un fait social.



autres et que leur analyse, dès lors qu'elle est menée de manière systémique et au niveau du discours, peut permettre d'éclairer de manière originale la sociologie d'un lieu et d'une époque.

## Références bibliographiques

Arquembourg, J. & Lambert, F. 2005. « Les récits médiatiques », *Réseaux*, 132, 9-23. Paris, Lavoisier. <https://www.cairn.info/revue-reseaux1-2005-4-page-9.htm>

Arquembourg, J. 2011. « Les enjeux politiques des récits d'information : d'un objet introuvable à l'institution d'un monde commun », *Quaderni, communication, technologie, pouvoir*, 74, Récit et information télévisée, 37-45. <https://doi.org/10.4000/quaderni.338>

Beck, U. 2001. *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*. Flammarion, 2006

Boutet, J., 2002. « Pratiques langagières ; Formation langagière ». Charaudeau, P. & Maingueneau, D., *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, 458-460

Cambon, E. & Léglise, I. 2008. « Pratiques langagières et registres discursifs : Interrogation de deux cadres en sociologie du langage », *Langage et Société*, 124, 15–38

Cesca, S., Letort, J., Razafindrakoto, H. N. T., Heimann, S., Rivalta, E., Isken, M. P., *et al.* 2020. « Drainage of a deep magma reservoir near Mayotte inferred from seismicity and deformation », *Nature Geoscience*, 13(1), 87–93

Devès, M., Moirand, S., Le Vagueresse, L. & Geoffrey R. 2022a. « Mayotte's Seismo-Volcanic “Crisis” in News Accounts (2018–2021) ». *Comptes Rendus Géoscience*, Sciences de la Planète, Institut de France, Académie des sciences, 2022, 25 <https://doi.org/10.5802/crgeos.149>

Devès, M., Lacassin, R., Pécout, H., & Robert, G. 2022b. « Risk communication during seismo-volcanic crises: the example of Mayotte, France ». *Natural Hazards and Earth System Sciences*, 22(6), 2001-2029

Ebel M. & Fiala P. 1983. « Sous le consensus, la xénophobie. Paroles, arguments, contextes ». *Mémoires et documents*, Lausanne, Institut de science politique, 16, 1961-1981

Feuillet, N., Jorry, S., Crawford, W. C., Deplus, C., Thinon, I., Jacques, E., *et al.* 2021. « Birth of a large volcanic edifice offshore Mayotte via lithospherescale dyke intrusion ». *Nature Geoscience*, 14(10), 787–795

Fillmore, C.J. 1968. *The case for case*. Bach, E. and Harms, R. T., New York, Universals in Linguistic Theory, Holt, Rineart and Winston, 1-88

Fillmore, C. J. 1972. *Subjects, speakers and roles*. Davidson, D. and Harman, G., Semantics of Natural Language, Reidel, Dordrecht, 1-24

Giust-Ollivier, A. 2002. « Entretien ». Barus-Michel, J., *Vocabulaire de psychosociologie*, Toulouse, Érès, 343-352. <https://doi-org.ezproxy.u-paris.fr/10.3917/eres.barus.2002.01.0343>

Guyon, S. 2016. « Trajectoires post-coloniales de l'assimilation ». *Politix*. De Boeck Supérieur, 4, 116, 9-28. <https://doi-org.ezproxy.u-paris.fr/10.3917/pox.116.0007>

INSEE. 2017. « Les chiffres clés de Mayotte ». Consulté en ligne le 14 février 2023 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4632225>.

INSEE. 2019. « Mayotte, un territoire riche de ses langues et de ses traditions. Enquête pratiques culturelles à Mayotte en 2019 ». Dehon M. & Louguet A. Consulté en ligne le 14 février 2023 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6467148#:~:text=n%C2%B0%2033-.Mayotte%2C%20un%20territoire%20riche%20de%20ses%20langues%20et%20de%20ses,culturelles%20%C3%A0%20Mayotte%20en%202019&text=Le%20shimaor%C3%A9%20et%20le%20kibushi,par%20les%20habitants%20de%20Mayotte>.

Jodelet, D. « Représentation sociale ». Mesure, S., Savidan, P., *Le dictionnaire des sciences humaines*, Paris, PUF, 2006, 1003-1005

Joly, P. B. & Bonneuil, C. 2013. *Sciences, techniques et société*. Paris, La Découverte

Lahire, B. 2015. « Domination et magie sociale ». Lahire, B., *Ceci n'est pas qu'un tableau : Essai sur l'art, la domination, la magie et le sacré*, Paris, La Découverte, 67-130

Lambek, M. 2018. *Island in the Stream: an ethnographic history of Mayotte*. Canada, University of Toronto Press

Léglise, I. 2013. « Multilinguisme, variation, contact. Des pratiques langagières sur le terrain à l'analyse de corpus hétérogènes ». Paris, Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Moirand, S. 2004. « L'impossible clôture des corpus médiatiques. La mise au jour des observables entre catégorisation et contextualisation ». Jeanneret T. dir., *Tranel*, 40, 71-92.

Moirand, S. 2007. *Les discours de la presse quotidienne : observer, analyser, comprendre*. Paris, Presses universitaires de France

Moirand, S. 2020. « Retour sur l'analyse du discours d'origine française, suivi de quelques réflexions sur une sémantique en construction », *Pratiques*, 185-286, <https://doi.org/10.4000/pratiques.8721>

Moirand, S. 2021. « Instants discursifs d'une pandémie sous l'angle des chiffres, des récits médiatiques et de la confiance », *Repères DoRiF*, 24 <https://www.dorif.it/reperes/sophie-moirand-instants-discursifs-dune-pandemie-sous-langle-des-chiffres-des-recits-mediatiques-et-de-la-confiance>

Mori, M. 2021. « Crisis narratives and (dis) placement: Space, time and earthquakes in Mayotte' ». *Ampersand*, 8: 100078. <https://doi.org/10.1016/j.amper.2021.100078>

Mori, M. 2022. « Storytelling, language, and the earthquake swarm of May 2018: Insights into Shimaore and Kibushi from narrative analysis ». *Comptes Rendus Géoscience*, 354, S2, 417-437. <https://doi.org/10.5802/crgeos.131>

Petitclerc, A. & Schepens, P. 2009. « Critical Discourse Analysis. Les notions de contexte et d'acteurs sociaux ». *Semen*, 27, <https://doi.org/10.5802/semen.8538>

Quarantelli, E. 2008. « Conventional beliefs and counterintuitive realities ». *Soc. Res. Int. Quart.*, 75(3), 873–904, <https://muse.jhu.edu/article/527617>

Revêt, S. 2019. *Les coulisses du monde des catastrophes « naturelles »*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme

Regnault, M. 2011. *Du pouvoir de la culture à la culture du pouvoir : politiques culturelles et mise en tourisme des patrimoines à La Réunion et à Mayotte*, PhD dissertation, Paris, EHESS, <https://hal.univ-reunion.fr/hal-02549660>

Roinsard, N. 2014. « Conditions de vie, pauvreté et protection sociale à Mayotte : une approche pluridimensionnelle des inégalités ». *Revue française des affaires sociales*, 4, 28–49